

## Vingt-troisième Conférence du PROE

4-6 septembre 2012  
Nouméa  
Nouvelle-Calédonie

**Point 9.4.3 de l'ordre du jour :**      **État d'avancement du projet « Renforcement des capacités concernant les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) dans les pays ACP » financé par l'Union européenne**

### Objet du document

1. **Décrire** l'état d'avancement du projet « Renforcement des capacités concernant les accords multilatéraux sur l'environnement dans les pays ACP », financé par l'Union européenne et exécuté par le PROE.
2. **Approuver** le passage à la phase II du projet, qui s'appuiera sur les résultats obtenus et s'efforcera de satisfaire aux besoins futurs en matière de renforcement des capacités, identifiés au cours de la première phase du projet et grâce à l'examen à mi-parcours.

### Contexte

3. Ce projet quadriennal, lancé le 1er mars 2009, vise à renforcer les capacités des pays ACP concernant les AME. Le PROE joue le rôle de centre océanien, doté d'un budget de 1 410 301 dollars É.-U. à l'appui d'activités menées dans les pays insulaires océaniques suivants : États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu. Le Timor Leste participe aussi au projet.

4 L'objectif du projet est de renforcer les capacités nationales de mise en œuvre et de respect des AME. Il aidera les pays insulaires à relever les défis liés à l'environnement et au développement, y compris le changement climatique, la perte de biodiversité, la dégradation des sols et les déchets. Par ce biais, le projet contribuera grandement à l'atténuation de la pauvreté et à l'amélioration des moyens de subsistance. L'objectif particulier du centre océanien est de renforcer les capacités de mise en œuvre des AME aux échelons national et régional. Le PROE, en tant que centre océanien, fournit des services de renforcement des capacités de qualité aux pays insulaires océaniques, sous forme de formations pratiques en rédaction de rapports, négociation, élaboration de textes de loi, de politiques et de plans, gestion de l'information et échange d'enseignements.

- Principaux succès remportés par le centre océanien en 2011 :
  - D'après l'examen à mi-parcours effectué en juin 2011, la mise en place du centre océanien est en bonne voie et respecte les délais dans l'ensemble. Il mène un ensemble d'activités opérationnelles et de sensibilisation en vue du renforcement des capacités des pays insulaires océaniques. Des enseignements sont continuellement tirés de l'exécution de ce projet. Ils sont importants car ils orientent notre travail permanent et inspirent la conception de projets futurs. L'examen à mi-parcours a indiqué que le centre océanien obtient des résultats supérieurs à ceux de ses homologues antillais et africain.

- Réunion préparatoire en vue de la dixième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, comportant une formation aux médias et à la négociation à l'aide du Manuel à l'intention des négociateurs océaniques (« *Taking the Floor. A Pacific Island Country Guide to Negotiating International Environmental Agreements* »).
- Formations nationales à la négociation dispensées dans quatre pays (Îles Cook, Nioué, Timor Leste et Tonga). En tout, sept pays ont maintenant bénéficié d'une formation<sup>1</sup> dans ce domaine au titre du projet, soit 141 participants de plus de 40 organismes, des services gouvernementaux pour la plupart.
- Atelier régional destiné à faciliter la réalisation des objectifs d'Aichi fixés lors de la dixième session de la Conférence des Parties à la CDB tenue à Nagoya en 2010.
- Soutien à la prise en compte des problématiques environnementales dans la planification nationale, apporté à cinq pays : Îles Cook, Kiribati, Nioué, Samoa et Tuvalu. En tout, 184 personnes, appartenant à 86 organisations ou services gouvernementaux, ont bénéficié de ce renforcement des capacités.
- Informations sur les AME publiées par l'Unité communication du PROE, sous forme de huit fiches pratiques et d'une affiche. Soutien aux médias et formation dispensée lors de trois sessions de la Conférence des Parties. Le projet a aussi renforcé, d'une manière novatrice, les capacités des médias océaniques à rendre compte des AME, notamment en dispensant une formation et un soutien aux journalistes et en attribuant un prix des médias pour la couverture des AME dans la région du Pacifique.
- En 2012, nous continuons de renforcer les capacités des 15 pays ACP du Pacifique, au travers de formations nationales en matière de négociation, de prise en compte des AME et de gestion des connaissances. En outre, des manifestations seront organisées à l'échelon national, notamment une réunion préparatoire à la onzième session de la Conférence des Parties à la CDB.

## Phase II

- La phase II du projet est en cours de discussion avec l'Union européenne. Si celle-ci donne son feu vert, la phase II commencera en mars 2013 et s'étalera sur trois ans. Les activités proposées s'appuient sur les succès remportés à ce jour, et visent à satisfaire les principaux besoins de renforcement des capacités identifiés par les pays lors de l'examen à mi-parcours, à savoir :
  - poursuite du soutien accordé aux 15 pays ACP en matière de prise en compte des problématiques environnementales dans la planification nationale ;
  - gestion des connaissances en vue de l'établissement des rapports nationaux et régionaux sur l'état de l'environnement ;
  - poursuite du soutien accordé dans le domaine de la négociation des AME, y compris sous forme de formations nationales à la négociation et de réunions préparatoires régionales en vue des Conférences des Parties ;
  - soutien juridique, élaboration de politiques à partir des dispositions des AME, et transposition de ces politiques en textes de loi.
- Des demandes de financement ont été soumises au FEM, au titre des fonds de renforcement des capacités, afin d'améliorer la gestion des connaissances aux échelons national et régional. LE PROE a engagé des discussions avec le PNUE afin de rédiger une demande de financement au FEM.

<sup>1</sup> Une formation à l'art de la négociation a été dispensée en 2010 dans les États fédérés de Micronésie, aux Îles Marshall et aux Îles Salomon.

## Recommandation

5. La Conférence est invitée à :

- **prendre acte** des progrès accomplis par le projet de renforcement des capacités concernant les accords multilatéraux sur l'environnement dans les pays ACP, financé par l'Union européenne ; et
  - **donner son aval** à la poursuite de ce projet pendant la phase II proposée, ainsi qu'à la présentation d'une demande de financement au FEM.
-